

CONSEIL MUNICIPAL D'HARFLEUR
SAMEDI 27 SEPTEMBRE 2025 A 9H30

N° 25 09 11

Rapporteur : Loïc JAMET

AMÉNAGEMENT URBAIN
URBANISME ET TRAVAUX

Voirie – Eclairage Public

. Convention - Signature - Autorisation

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
CONSEIL MUNICIPAL D'HARFLEUR
SAMEDI 27 SEPTEMBRE 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-sept septembre à neuf heures trente, le Conseil Municipal de la Ville d'Harfleur légalement convoqué le dix-neuf septembre deux mille vingt-cinq s'est réuni à la Mairie d'Harfleur, dans la salle du Parc – Centre Françoise Dolto.

Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, la séance est publique.

Madame Sylvie BUREL, 1^{ère} Adjointe au Maire, présidant la séance procède tout d'abord à l'appel nominal auquel répondent :

PRÉSENTS : Mme Sylvie BUREL, M. Dominique BELLENGER, Mme Justine DUCHEMIN, M. Loïc JAMET, Mme Sabrina LEFEBVRE, M. Ousmane NDIAYE, M. José GUTIERREZ, M. Yoann LEFRANC, M. Gilles DON SIMONI, M. Jean-Pierre PEDRON, Mme Nathalie JARROUSSE, M. Hervé TOULLEC, Mme Aurélie REBEILLEAU, M. Franck GROUSSARD, Mme Coralie FOLLET, M. Pierre GRISEL.

ABSENTS EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Mme Christine MOREL à Mme Sylvie BUREL, M. Anthony DE VRIES à M. Ousmane NDIAYE, Mme ROMÉRO Yvette à Mme Nathalie JARROUSSE, Mme Élise ROGER à Mme Sabrina LEFEBVRE, Mme Marjorie BELLENGER à M. Dominique BELLENGER, Mme Sylvie ROGER à M. Gilles DON SIMONI, Mme Julie LETHEUX à Mme Aurélie REBEILLEAU.

ABSENTS EXCUSÉS SANS PROCURATION : Mme Sylvie DUCOEURJOLY, M. Nicolas NOUAILHAS.

ABSENTS : Mme Julie LEMARCIS, Mme Cindy ÉVRARD, M. Samuel LEROY, Mme Sophie BOUJU (née VIVIER).

Conseillers Municipaux :

Conseillers Municipaux en exercice	29
Présents	16
Procurations	7
Absents excusés	2
Absents	4
Votants	23

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-217603414-20250927-2509-11-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 03/10/2025
Publication : 03/10/2025

Mesdames, Messieurs,

Depuis sa création au 1^{er} janvier 2019, la Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole, au titre de sa compétence « création, aménagement et entretien de la voirie – signalisation – parcs et aires de stationnement », assure la gestion des installations d'éclairage des voiries qui lui ont été transférées et règle les consommations d'énergie y afférentes.

A contrario, l'éclairage ornemental, de mise en valeur ou festif ainsi que l'éclairage des voies départementales en agglomération ont continué de relever de la compétence de la commune.

Toutefois, il apparaît qu'un certain nombre d'armoires électriques concentrent à la fois des matériels d'éclairage public ou d'autres équipements électriques relevant de la commune et de la Communauté Urbaine. Ces armoires mixtes font alors l'objet chaque année de clés de répartition afin de déterminer la part des consommations revenant à la Ville d'Harfleur et celle revenant à la Communauté Urbaine.

Il s'avère qu'en l'absence de convention-cadre depuis la création de la Communauté Urbaine ces dépenses ont été prises en charge selon les années par l'une et l'autre des parties sans tenir compte des clés de répartition.

Il convient donc de régulariser la situation, d'une part, en établissant une convention cadre fixant les modalités de remboursement des consommations énergétiques entre la Communauté Urbaine et la Ville d'Harfleur et, d'autre part, en établissant les conventions subséquentes fixant les clés de répartition et déterminant les montants des remboursements à réaliser au titre des années 2019 à 2024 repris dans le tableau ci-après :

	Montant dû par la CU à la ville	Montant dû par la ville à la CU
2019	25 775,23 €	0 €
2020	9 493,65 €	17 881,84 €
2021	0 €	21 377,74 €
2022	0 €	14 307,63 €
2023	0 €	32 476,75 €
2024	0 €	19 768,09 €
Total	35 268,88 €	105 812,05 €

En conséquence, et après en avoir délibéré, je vous propose que le Conseil Municipal,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L. 5215-27 et L. 5215-32 ;

VU la délibération de la Communauté Urbaine du 15 janvier 2019 définissant le périmètre de la compétence voirie ;

VU le projet de convention cadre portant sur les modalités de remboursement des consommations d'énergie entre la Communauté Urbaine et la commune d'Harfleur et de conventions subséquentes pour les années 2019 à 2024 ;

VU l'avis du Bureau Municipal du 15 septembre 2025 ;

CONSIDÉRANT que des installations d'éclairage relevant de la Communauté Urbaine et de la Ville d'Harfleur sont parfois raccordées sur une même armoire

électrique ;

CONSIDÉRANT que les consommations énergétiques de ces installations doivent faire l'objet d'une clé de répartition pour permettre la prise en charge, par chacune des parties, des frais inhérents au fonctionnement de ses installations ;

CONSIDÉRANT qu'en l'absence de convention cadre, ces frais ont été pris en charge par l'une et l'autre des parties sans répartition cohérente ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de régulariser la situation par la signature d'une convention cadre permettant de définir les modalités de remboursement de ces frais entre la Communauté Urbaine et la commune ainsi que par la signature de conventions subséquentes par année civile ;

- autorise la signature de la convention cadre fixant les modalités de remboursement des consommations énergétiques entre la Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole et la Ville d'Harfleur.
- autorise la signature des conventions subséquentes fixant les clés de répartition et déterminant les montants des remboursements à réaliser au titre des années 2019 à 2024.
- autorise la signature des conventions subséquentes ultérieures.
- autorise le versement à la Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole des frais dus au titre des convention subséquentes.

*Le Conseil Municipal adopte à l'unanimité
les conclusions de ce rapport.
Fait et délibéré en l'Hôtel de ville d'Harfleur les jours et ans sus indiqués
Pour extrait certifié conforme
Le Maire et par délégation
Sylvie BUREL
1^{ère} Adjointe au Maire,*



Délais et voie de recours :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.